

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 33 (1996)  
**Heft:** 1255

**Artikel:** Rationalisation, rationnement et éthique  
**Autor:** Delley, Jean-Daniel  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1025398>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 30.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Rationalisation, rationnement et éthique

### RÉFÉRENCE:

Peter Atteslander  
«Der Patient als Ware.  
Medizin im Spannungsfeld  
gesellschaftlicher  
Erwartungen.»  
*Neue Zürcher Zeitung*, 1er  
mars 1996

(*jd*) La santé n'a pas de prix. Régulièrement citée dans les sondages d'opinion comme le bien le plus précieux, elle est aussi un bien cher, de plus en plus cher. Grâce aux nouvelles techniques de dépistage et de traitement, tout paraît possible. Et le possible rapidement devient un standard que les patients considèrent comme un droit: voir le tollé suscité par l'absence de l'échographie de routine dans la liste des prestations remboursables par l'assurance de base.

Cette course-poursuite entre la santé toujours précaire et les innovations techniques confronte les sociétés modernes à la question des moyens disponibles et de l'affectation de ces moyens. Car la prolongation de la durée de la vie – en quelques décennies l'espérance de vie a doublé – ne dit rien sur l'état de santé d'une société.

Pour Peter Atteslander, sociologue à l'Université d'Augsburg, c'est la médicalisation de la société qui entraîne l'économisation de la médecine. La croissance des budgets consacrés à la santé conduit à une forte exigence de rationalisation, dans les institutions hospitalières comme dans la pratique individuelle des médecins. Le temps est à l'établissement d'indicateurs qui permettent de comparer et d'évaluer les systèmes de santé pour en améliorer l'efficacité et les adapter aux moyens disponibles. Mais la rationalisation et les gains d'efficacité ont leurs limites et débouchent rapidement sur le rationnement des prestations. Aujourd'hui déjà, l'accès à tous les traitements de pointe n'est pas assuré pour chacun.

### Une question d'éthique

Dans cette perspective, la recherche épidémiologique prendra une place de plus en plus importante dans les choix de santé publique: efficacité statistique des traitements, espérance et qualité moyennes de vie induites par les diverses thérapies vont déterminer les priorités.

Si la recherche d'une efficacité accrue du système de santé est indispensable, elle ne peut se résumer pourtant à une démarche purement économique. Atteslander rappelle à juste titre que l'efficacité dans ce domaine implique une large acceptation sociale des mesures de rationalisation. C'est dire que nous ne pourrions faire l'économie d'un débat sur les buts de la politique de la santé et les valeurs qui la sous-tendent. Faute de quoi le patient risque fort de n'être plus considéré comme une marchandise et la santé publique comme une entreprise à gérer selon les canons de l'efficacité économique. ■

## Oublié ...

(*cfp*) Pendant la dernière guerre, l'Union Nationale des étudiants de Suisse (UNES), à laquelle tous les étudiants immatriculés dans une université suisse étaient obligatoirement affiliés par l'intermédiaire de leurs AGE locales, a organisé, en avril 1942, les Journées universitaires de Lugano. Près de 200 étudiants y ont participé. On y entendit un exposé du Professeur J. Lorenz, de Fribourg, sur le nouvel ordre économique de la Suisse. C'était un plaidoyer en faveur d'un Etat corporatif. Le Genevois A. Borel parla de *La Suisse de toujours*, pour laquelle la notion de liberté est capitale. Mais c'est l'exposé du professeur Liebmann Hersch, de l'Université de Genève, qui a retenu notre attention. Intitulé «Remèdes et faux remèdes contre la dénatalité» son sujet est encore actuel. Voici, sur la base du Bulletin de presse de l'UNES, l'essentiel. «Au lieu des allocations familiales et des mesures législatives qui ne soutiennent qu'apparemment la famille, il (le professeur Hersch) propose la création d'un «Fonds de l'Avenir national». Ce fonds serait entretenu par les célibataires, les couples avec un ou sans enfant, et verserait une prime annuelle de 500 francs par enfant à partir du troisième enfant. Le seul combat contre la dénatalité qui laisse quelque espoir doit être entrepris sur le terrain pratique, c'est-à-dire financier.»

Six exposés ont été présentés à ces journées universitaires, trois en allemand, deux en français.

### FORUM

## Courrier

*Le feuilleton continue. Après la réponse de Strahm à Lambelet, la directrice adjointe du Créa nous a priés de lui laisser un droit de réponse pour une mise au point.*

Dans sa réponse «Critique du néolibéralisme» (DP 1253), Rudolf Strahm a écrit ceci: « Pour 1989 par exemple, le Créa a pronostiqué une croissance du PIB de 0,5%, elle fut de 3,9%. »

Lorsqu'on cite un chiffre, surtout si c'est dans un but de dénigrement, la moindre des choses est de s'assurer de l'exactitude du chiffre en question! Or dans le cas présent, le chiffre cité plus haut est complètement faux. Nos diverses prévisions pour 1989 ont été celles-ci:

- 2,7% publié en septembre 1988
- 2,8% publié en avril 1989
- 3,4% publié en octobre 1989

Nous laissons au lecteur le soin d'en tirer la conclusion.

Délia Nilles  
Directrice a.i. de Créa